



## En France, comme dans toute l'Europe, préparons les luttes sociales de demain !

Les élections européennes de dimanche risquent de voir arriver en tête... les abstentionnistes. Un profond signe de dégoût ou d'indifférence envers les différents partis, de droite comme prétendus de gauche qui gouvernent et les institutions européennes qu'ils dirigent ! Il n'y a pas de raison que les politiciens tiennent davantage leurs promesses au Parlement européen qu'à l'Assemblée nationale !

### Le refrain mensonger du nationalisme

Alors que le plan d'austérité de Valls est une véritable déclaration de guerre aux classes populaires, le PS a le culot de mener campagne pour les européennes en s'affirmant contre l'austérité... en Europe !

Les gouvernants de droite comme de gauche voudraient nous faire croire que la démolition des retraites, les privatisations de services publics et toutes les attaques contre le monde du travail seraient imposées... par l'Europe. Bref, que ce serait « la faute à Bruxelles ». En fait, cette petite musique est assez connue et, de Montebourg au Front National, elle est reprise sur tous les tons par bon nombre de politiciens de droite, d'extrême droite ou de gauche en campagne.

La faute à Bruxelles ? Sauf que la Commission européenne est désignée par les dirigeants politiques de chaque pays membre et que ses décisions sont soumises à leur veto, a fortiori celui des pays les plus puissants de l'Union européenne, dont la France !

### Vive l'Europe des travailleurs !

Un repli dans nos frontières nationales ne nous renforcerait pas vis-à-vis de cette classe de rapaces bien de chez nous. Dans ce qu'ils appellent la « souveraineté nationale », il n'y a pas là l'ombre d'une perspective qui améliorerait notre situation.

Nous aurions tout à perdre à nous couper des travailleurs des autres pays, payés moins chers et plus durement exploités. Au contraire, c'est auprès d'eux, qui souvent travaillent pour les mêmes entreprises qu'ici, que nous trouverons nos alliés dans les luttes à venir. Dans cette campagne pour

les élections européennes, le Nouveau parti anticapitaliste défend les intérêts des travailleurs en affirmant qu'à travers les frontières, c'est bien une seule et même classe qui se fait exploiter et devra s'unir pour inverser la vapeur.

### Des mesures d'urgence pour les classes populaires !

- Arrêt des subventions aux entreprises privées ; arrêt des privatisations et création d'emplois publics.

- Interdiction des licenciements et des suppressions de postes, réduction du temps de travail sans diminution de salaire ni augmentation des cadences pour partager le travail.

- Augmentation des salaires et pensions de 300 € par mois, avec augmentation automatique en fonction de celle des prix. Pas de salaires inférieurs à 1 700 € nets.

- Ouverture des livres de comptes et suppression du secret des affaires, pour savoir ce que les capitalistes font des richesses produites par les travailleurs.

- Suppression du marché des droits à polluer ; sortie du nucléaire.

- Régularisation de tous les sans-papiers ; droit effectif et gratuit à l'IVG et à la PMA pour les femmes.

Ces mesures ne pourront être imposées que par une puissante mobilisation des classes populaires. Les travailleurs, qui font tourner l'économie et organisent tout ce qui est nécessaire à la société, peuvent inverser le rapport de force grâce à leurs luttes.

Voter pour le NPA le 25 mai sera une occasion d'exprimer notre colère contre le gouvernement et ce système capitaliste qui broie nos vies. Ce sera soutenir un plan de sauvegarde du monde du travail qui ne pourra être imposé que par le "tous ensemble" dans la rue et dans la grève.

## Industrie : le déclin du capitalisme français

**La vente-démantèlement d'Alstom n'est pas un coup de tonnerre dans un ciel serein. Ces dernières années, de grands groupes industriels français ont été rachetés par des groupes étrangers: Pechiney par Alcan, Arcelor par Mittal, etc... Pour la première fois de leur histoire, les entreprises qui composent le CAC 40 sont désormais contrôlées majoritairement par des investisseurs étrangers (41% en 2010).**

La désindustrialisation (*déclin de la part de l'emploi industriel dans l'emploi total*) est en marche depuis le milieu des années 1970, avec une accélération depuis 15 ans. L'industrie (hors construction et énergie) représentait 24% des emplois en 1974, 15% en 2000, et à peine plus de 10% aujourd'hui. Ce déclin global cache des réalités diverses : si des secteurs comme l'agroalimentaire et l'aéronautique se maintiennent, la métallurgie, l'automobile, l'électronique chutent, et le textile s'effondre.

### **Modification en profondeur des économies et organisations de la production**

Au fil des années, les gains de productivité ont été plus importants dans l'industrie que dans le tertiaire, et la demande a considérablement évolué au profit des services. L'évolution de la structure de la production, avec notamment les externalisations et la sous-traitance, a modifié sensiblement les périmètres des grandes unités de production. Certains secteurs spécifiques de l'économie française, comme la grande distribution, le tourisme ou les produits de luxe, occupent désormais une part importante de l'activité et du PIB, et la rentabilité du capital y est souvent meilleure que dans le secteur industriel.

### **Perte de compétitivité de l'industrie française**

Le solde du commerce extérieur pour l'industrie est passé de +10 milliards en 2000 à -28 milliards en 2010. La part des exportations de biens de la France par rapport à celles de la zone euro est passée de 16% en 2000 à 12,5% aujourd'hui. Ce recul est en relation avec la baisse du taux de marge (c'est-à-dire de la part des profits dans la valeur ajoutée) dans l'industrie de près de 7 points au

cours des années 2000, alors qu'il a plutôt augmenté ailleurs, notamment en Allemagne, «grâce» aux contre-réformes anti-travailleurs de Schröder. Cette baisse a contribué au maintien d'une faible rentabilité du capital et à un écart croissant avec les concurrents, qui explique la faiblesse des investissements et l'amplification de la désindustrialisation.

Contrairement à un mythe, l'investissement a augmenté plus vite que les profits au cours des années 2000. On ne peut donc pas imputer la faible croissance à un changement de comportement des capitalistes (qui auraient collectivement décidé de ne plus investir leurs profits), mais bien à la faiblesse de la rentabilité du capital. D'où les politiques d'austérité pour tenter de faire repartir l'accumulation du capital en redressant les taux de marge des entreprises.

### **Privatisations et fin de toute politique industrielle d'État**

Ce sont elles qui ont contribué à affaiblir les grands groupes industriels français tel Alstom issu de la privatisation, puis du découpage de l'ancienne Compagnie Générale d'Electricité.

La mise en place de la monnaie unique a tendu à aggraver les inégalités entre les secteurs ou pays les plus compétitifs. Faute de fédéralisme budgétaire, les pays les plus fragiles ont accumulé les déficits faute d'avoir réussi à imposer une baisse des salaires à leurs ouvriers.

### **Défense inconditionnelle de l'emploi**

Contre la multiplication des fermetures de sites industriels, une solution s'impose dans l'intérêt des travailleurs (es) : l'expropriation sans indemnité ni rachat des actionnaires, la nationalisation à 100% et le contrôle des travailleurs (es) sur toutes les décisions. Cela signifie décider non seulement du temps et des conditions de travail, des rémunérations mais aussi faire les choix de ce que l'on produit au regard des besoins sociaux démocratiquement déterminés dans le respect des contraintes environnementales.

Ceux qui défendent l'intervention de l'État au nom de la défense de l'intérêt général, ne font que demander à l'Etat de permettre aux industriels de rétablir leurs profits. Nous, nous dénonçons un État qui défend en matière économique, politique et policière les intérêts de la bourgeoisie. Les gouvernements Hollande, d'Ayrault à Valls, en font la démonstration chaque jour.

**Meeting régional de la liste du NPA aux élections européennes  
Jeudi 22 mai à 19h30 à la Halle aux Toiles à ROUEN**